

HUBERT REEVES

et son équipe Coordination: Nelly (Ligue Roc) opinions@canoe.com

Les ports méthaniers

En France comme au Québec, des projets divisent les habitants des territoires concernés.

Chaque fois, il est question d'importer dans des bateaux de près de 300 mètres du gaz liquéfié provenant d'autres continents, africain, asiatique ou européen, pour le stocker dans d'immenses cuves, le regazéifier et le diriger dans un gazoduc puis dans des conduites se ramifiant vers les lieux d'utilisation.

On peut être préoccupé par les projets de terminaux méthaniers à divers titres.

Exposons un cas français et un cas québécois.

LE PROJET NORD-MÉDOC

Une société hollandaise appartenant au fonds de pension américain Carlyle envisage d'investir 400 millions d'euros pour implanter en France un terminal méthanier dans le Nord-Médoc à l'ouest de Bordeaux. Le collectif Une pointe pour tous s'oppose à l'implantation: selon lui, le terminal métha-

nier, classé Séveso 2, serait implanté à 400 m des premières habitations.

Le Nord-Médoc a fait le choix du tourisme pour son développement économique. Le problème est que le tourisme est une activité saisonnière et qu'il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Le chômage est à réduire, donc une activité industrielle serait intéressante si compatible avec l'activité touristique. Les touristes ne sont pas intéressés par un port méthanier.

À l'occasion du premier colloque national sur les aires marines protégées, Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, secrétaire d'État à l'écologie, a réaffirmé l'intérêt de l'État pour la création d'un parc naturel marin au nord de l'estuaire de la Gironde. Extraits.

«Le comité national de concertation a déjà identifié trois espaces qui seront considérés pour un potentiel projet de parc naturel marin. Il s'agit du bassin d'Arcachon, de l'en-

semble constitué par l'estuaire de la Gironde. [...]

«En ce qui concerne l'estuaire de la Gironde et des pertuis charentais, je vous rappelle toute l'importance qu'ils revêtent pour la conservation de l'esturgeon d'Europe, pour lequel la France assume une responsabilité mondiale.»

Des projets qui divisent les habitants de plusieurs pays

LE PROJET RABASKA

Le Québec n'est pas épargné. Et je reçois des renseignements qui m'alarment concernant le projet de port méthanier du consortium Rabaska, né principalement de l'alliance de la société Gaz Métro et de Gaz de France.

Le Journal de Montréal fait mention de l'avis de Jean-Claude Lasserre, géographe franco-canadien, spécialiste du Saint-Laurent. «Je connais parfaitement la Voie maritime du Saint-Laurent et le choix de ce site, en face de Québec, m'apparaît tout à fait incompréhensible, autant pour la sé-

curité que pour l'économie nord-américaine en général», dit le géographe, évoquant le courant du fleuve à cet endroit qui rendra les manœuvres très risquées, avec le risque de bloquer toutes les activités économiques.

QUI A RAISON ?

De tels dossiers ont des défenseurs et des détracteurs. La guerre des «pour» et des «contre» divise jusque dans les familles. Comment savoir qui a raison? Ce n'est pas simple car on fait miroiter des emplois et les intérêts socio-économiques. Oui mais le développement durable nécessite d'adopter le pilier environnemental et de ne pas oublier qu'il faut diviser au moins par 4 les émissions des gaz à effet de serre des pays développés.

Et pour avoir la meilleure réponse, il faut donc se demander si le fait de faire venir d'Afrique ou d'ailleurs des bateaux remplis de gaz liquéfié pour l'utiliser à réchauffer la température de la planète et à accélérer la fonte des glaciers et la dilatation des océans, c'est vraiment ce qu'il faut faire...